

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS SMADEOR

L'an deux mil dix-sept, le 27 février à 17h00.

Le Comité Syndical du Syndicat Mixte de réalisation pour l'Aménagement et le Développement Economique de l'Ouest Rhodanien, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté d'agglomération de l'Ouest Rhodanien.

Date de convocation : 20 février 2017

Nombre de membres : 8 - Présents : 8 - Votants : 8

Étaient présents : MM. Bruno PEYLACHON, Michel MERCIER, Guy JOYET, Bernard ROSSIER, Pierre-Jean ZANNETTACCI, Noël ANCIAN, Alain GEORGE, Mme Jacqueline DUCLOS.

Était absent excusé : M. Bernard DESCOMBES

Secrétaire de séance : M. Pierre-Jean ZANNETTACCI

\*\*\*\*\*

N°2017-004

### **OBJET : LANCEMENT D'UNE PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET SUR LA COMMUNE DE SARCEY**

**Monsieur le Président** rappelle que le SMADEOR a lancé une étude pouvant aboutir à la création d'une ZAC, en particulier sur des terrains situés à proximité de l'autoroute A89 et, entre autres, sur la commune de Sarcey.

Cette étude est actuellement en cours. Or, des porteurs de projet ont déjà manifesté leur intérêt pour des terrains visés par l'opération, mais qui ne sont pas encore aménagés et aménageables.

Soucieux de répondre à ces porteurs de projet, le SMADEOR souhaite donner suite à une de ces demandes qui doit permettre de maintenir et développer une activité existante sur le territoire et pour laquelle la situation particulière des terrains envisagés à proximité de l'autoroute A 89 est très intéressante.

En effet l'entreprise SMAD, installée sur le territoire du SMADEOR, focalisée sur la production de types de produits entrants dans la réalisation d'une dialyse et appartenant au groupe international Fresenius Medical Care, a besoin pour conforter son activité d'implanter une unité logistique pour ces produits et ceux du groupe.

Des terrains (de l'ordre de 6 hectares) situés sur la commune de Sarcey, constitués d'une ancienne plate-forme technique du chantier de l'autoroute A89, inclus dans le périmètre d'étude de la ZAC, à proximité de l'autoroute A89 et en cours d'acquisition foncière représentent une opportunité pour l'implantation de cette unité.

Toutefois, ces terrains sont aujourd'hui classés en zone agricole au PLU de Sarcey et une autorisation de construire pour ce type d'aménagement et de construction ne pourrait y être acceptée.

C'est pourquoi, il est proposé d'engager une procédure de Déclaration de Projet pour cette opération sur la base de l'article L300-6 du Code de l'Urbanisme qui prévoit :

*« L'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens du présent livre ou de la réalisation d'un programme de construction. »*

Cette déclaration de projet permettra de faire évoluer le document d'urbanisme de la commune de Sarcey, comme le prévoit l'article L153-54 du code de l'urbanisme:

*« Une opération faisant l'objet (...) d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :*

*1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;*

*2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint (...) de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L 132-7 et L132-9. »*



Il rappelle aussi que c'est la commune de Sarcey qui a la compétence PLU et que, dans ce cas, la procédure de déclaration de projet en vue d'une mise en compatibilité d'un document d'urbanisme, décrite par les articles L153-54 et L153-55 du code de l'urbanisme est la suivante :

- \* Le dossier de déclaration de projet doit faire l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public intercommunal compétent et des personnes publiques associées avant sa mise à l'enquête publique.
- \* Le projet de mise en compatibilité du document d'urbanisme est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le préfet,
- \* La mise en compatibilité du document d'urbanisme, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier et du résultat de l'enquête, est approuvée par la commune.

Il rappelle enfin que la commune de Sarcey ne compte pas sur son territoire de site Natura 2000 et que, au titre de l'article R104-8 du code de l'urbanisme, le dossier pourra être soumis à évaluation environnementale, s'il en est ainsi décidé par l'autorité environnementale après examen au « cas par cas » :

« Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une **évaluation environnementale** à l'occasion :

1° De leur élaboration, de leur révision ou de leur mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou **d'une déclaration de projet, s'il est établi, après un examen au cas par cas, que ces procédures sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;** »

Le Conseil Syndical,

**VU** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-54, L153-55, L300-6,

**Entendu** l'exposé de Monsieur le Président,

**Considérant** l'intérêt général que présente le projet d'implantation à Sarcey d'une unité logistique sur une ancienne plate-forme technique de l'autoroute pour conforter l'activité d'une entreprise existante sur le territoire du SMADEOR,

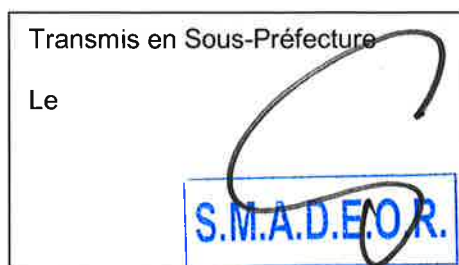
**Considérant** que la réalisation de ce projet nécessite une adaptation du document d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la commune de Sarcey qui peut être mise en œuvre dans le cadre d'une procédure de déclaration de projet portant sur l'intérêt général du projet d'implantation du bâtiment d'activité avec mise en compatibilité du document d'urbanisme communal.

Après en avoir délibéré, le conseil Syndical, à l'unanimité :

- **décide** d'engager une procédure de déclaration de projet portant sur l'intérêt général du projet d'implantation à Sarcey d'une unité logistique sur une ancienne plate-forme technique de l'autoroute pour conforter l'activité d'une entreprise existante sur le territoire du SMADEOR, avec mise en compatibilité du document d'urbanisme communal, conformément aux dispositions de l'article L153-54 du Code de l'urbanisme,
- **autorise** Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tout contrat ou convention de prestation ou de service nécessaire à la mise en œuvre de la déclaration de projet portant sur l'intérêt général du projet d'implantation à Sarcey d'une unité logistique sur une ancienne plate-forme technique de l'autoroute pour conforter l'activité d'une entreprise existante sur le territoire du SMADEOR.

La présente délibération sera notifiée :

- au préfet
- aux présidents du conseil régional et du conseil départemental;
- aux présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre de métiers et de l'artisanat et de la chambre d'agriculture ;
- au président du SCOT de l'Ouest Lyonnais
- au président de la Communauté de Communes du Pays de l'Arbresle / au Président de la Communauté d'Agglomération de l'Ouest Rhodanien
- au Maire de la commune de Sarcey ;



Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits.  
Pour copie conforme.

Le Président,

Bruno PEYLACHON.

